

# **MODALITÉS ET PROCÉDURES POUR LES REUNIONS EN 2022 DU CCP DE L'ONUSIDA**

**DOCUMENT ÉLABORÉ PAR LE BUREAU DU CCP**

**DÉCISIONS APPROUVÉES PAR LE CCP EN INTERSESSION**

**Le Conseil de coordination du Programme est invité à :**

Voir les projets de décisions dans les paragraphes ci-dessous :

52. Le CCP est invité à :

- convenir que le Bureau du CCP déterminera au plus tard 60 jours avant la réunion si la 50<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Coordination du Programme sera virtuelle, hybride ou en personne ; et que si la réunion se tient virtuellement ou en tant que réunion hybride, elle comprendra exceptionnellement une journée supplémentaire et se tiendra du 21 au 24 juin 2022 ;
- convenir que le Bureau du CCP déterminera au plus tard 60 jours avant la réunion si la 51<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Coordination du Programme sera virtuelle, hybride ou en personne ; et que si la réunion se tient virtuellement ou en tant que réunion hybride, elle comprendra exceptionnellement une journée supplémentaire et se tiendra du 13 au 16 décembre 2022
- convenir que, exceptionnellement, le sujet du segment thématique pour la réunion de juin, tel qu'approuvé au point de décision 10.1 de la 49<sup>e</sup> réunion du CCP, sera déplacé vers la réunion de décembre et que le sujet du segment thématique prévu pour la réunion de décembre sera déplacé vers la réunion de juin. Ainsi, les sujets seront :
  - a) Apprentissage positif : exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH et autonomiser les jeunes vivant avec le VIH (juin 2022) ;
  - b) Le VIH et les hommes, dans toute leur diversité, comment remettre nos réponses sur la bonne voie ? (Décembre 2022); et
- convenir des modalités et des règles de procédure énoncées dans le document intitulé *Modalités et procédures pour les réunions du CCP de l'ONUSIDA en 2022*, pour les réunions virtuelles et hybrides du CCP en 2022 et leurs préparatifs.

**Conséquences de la mise en œuvre des décisions en termes de coûts : aucune\***

## Introduction

1. Dans le contexte de la crise sanitaire mondiale actuelle, le Conseil de coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA reconnaît que le travail du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida est plus important que jamais pour soutenir les personnes vivant avec et affectées par le VIH, pour fournir un modèle de coordination au sein du système des Nations Unies, et pour soutenir les pays qui font face à l'épidémie de COVID-19 en prenant appui sur enseignements tirés de la lutte contre le VIH.
2. En outre, le Bureau du CCP demeure fidèle à son engagement de veiller à ce que le CCP remplisse ses rôles et responsabilités relatifs au Programme commun de l'ONUSIDA.
3. Le bureau du CCP s'est réuni le [4 février 2022](#) et [1 mars 2022](#) afin d'examiner les options pour les réunions 2022 du CCP et a convenu de proposer, pour la prise de décisions intersessions, un format proposé assorti des modalités et règles de procédure suivantes en vue d'assurer le bon déroulement des réunions du CCP en 2022.
4. Le bureau du CCP a reconnu les pratiques positives établies pour les réunions virtuelles du CCP de 2020 et 2021, telles qu'exposées dans les documents intersessions : *Réorganisation de la réunion du CCP de l'ONUSIDA de 2020 au vu de la crise de la COVID-19* (ONUSIDA/PCB (46)/20.2), *Modalités et procédures de la 46<sup>e</sup> réunion virtuelle du CCP de l'ONUSIDA* (ONUSIDA/PCB (46)/20.3), *Modalités et procédures de la 47<sup>e</sup> réunion virtuelle du CCP de l'ONUSIDA* (ONUSIDA/PCB (47)/20.23) et *Modalités et procédures pour les réunions virtuelles 2021 du CCP de l'ONUSIDA* (ONUSIDA/PCB (EM)/3.2).
5. Les modalités et les règles de procédure stipulées dans le présent document visent à donner aux membres du CCP (vingt-deux États membres élus, les Coparrainants et la délégation des ONG) et aux autres participants la possibilité de discuter du contenu des points à l'ordre du jour avant toute réunion virtuelle ou hybride du CCP tenue en 2022. Grâce à ces mesures, les participants au CCP auront la possibilité de partager leur avis et de demander des éclaircissements à l'avance, ce qui permettra d'assurer le bon fonctionnement du CCP virtuel ou hybride et de trouver plus facilement un consensus.
6. Le Modus operandi énonce les règles de procédure suivantes (annexe n° 2) pour les réunions du Conseil de coordination du Programme :

Règle n° 1 : Le CCP peut limiter le temps de parole de chaque orateur.

Règle n° 2 : Au cours de la discussion d'une question, un membre peut présenter une motion d'ordre, et le président statuera alors immédiatement sur cette motion. Tout membre peut faire appel de la décision du président, auquel cas l'appel sera immédiatement mis aux voix. Le membre qui présente une motion d'ordre ne peut pas s'exprimer sur le fond de la question en discussion, mais uniquement sur la motion d'ordre.

Règle n° 3 : Au cours d'un débat, le président peut annoncer la liste des orateurs et, avec l'accord du CCP, déclarer cette liste close. Il peut cependant accorder le droit de réponse à un membre s'il estime qu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend cette décision opportune.

Règle n° 4 : Au cours de la discussion d'une question, le président peut, avec l'accord du CCP, ajourner le débat sur le point en discussion.

Règle n° 5 : Le président peut à tout moment, avec l'accord du CCP, clore le débat sur le point en discussion, qu'un autre membre ait ou non manifesté le désir de prendre la parole.

7. Les réunions virtuelles ou hybrides du Conseil de coordination du Programme respectera les règles de procédure telles que décrites dans le Modus operandi. Compte tenu des circonstances exceptionnelles qui sont celles d'une réunion virtuelle ou hybride, les règles de procédure supplémentaires suivantes sont proposées :

### Proposition

8. Les règles de procédure énoncées ci-après seront utilisées pour les réunions virtuelles ou hybrides du CCP tenues en 2022, y compris la 50<sup>e</sup> réunion du CCP et la 51<sup>e</sup> réunion du CCP.
9. Dans le cas d'une réunion hybride, seuls les membres du CCP (22 États membres, les coparrainants et la délégation des ONG) seront invités à participer en personne. La participation en personne sera limitée à deux représentants par État membre, les 10 membres de la délégation des ONG et deux représentants pour chaque coparrainants). Des observateurs et des représentants supplémentaires des membres du CCP seront invités à participer virtuellement.
10. Tout sera mis en œuvre pour veiller à ce que les participants puissent participer à la réunion à distance et à ses discussions. Les modalités et procédures suivantes sont conçues pour assurer l'égalité de traitement pour tous les participants.
11. Le Bureau du CCP sera chargé de déterminer si la 50<sup>e</sup> réunion du CCP se tiendra virtuellement, en tant que réunion hybride avec une participation à la fois en personne et virtuelle ou en tant que réunion en personne sur la base d'une représentation sûre et équitable et de la situation de santé. Cette décision sera prise au plus tard 60 jours avant la réunion du CCP. Dans le cas où il est possible de tenir la 50<sup>e</sup> réunion du CCP en personne, le CCP reviendra aux règles de procédure traditionnelles selon le modus operandi du CCP. Si la 50<sup>e</sup> réunion du CCP se tient en personne, elle aura lieu du 21 au 23 juin 2022, comme convenu au point de décision 12.3 de la 45<sup>e</sup> réunion du CCP, de 9h00 à 18h00. Dans le cas où la 50<sup>e</sup> réunion du CCP se tiendrait virtuellement ou en tant que réunion hybride, elle comprendra également une journée supplémentaire et se déroulera du 21 au 24 juin 2022. Toutes les réunions virtuelles ou hybrides seront raccourcies à trois heures et demie par jour pour tenir compte des différences de fuseau horaire pour les participants. Les réunions auront lieu de 13h00 à 16h30 CET.
12. Le Bureau du CCP sera également chargé de déterminer si la 51<sup>e</sup> réunion du CCP se tiendra virtuellement, en tant que réunion hybride avec participation à la fois en personne et virtuelle ou en tant que réunion en personne sur la base d'une représentation sûre et équitable et de la situation sanitaire mondiale. Cette décision sera prise au plus tard 60 jours avant la réunion du CCP. Dans le cas où il est possible de tenir la 51<sup>e</sup> réunion du CCP en personne, le CCP reviendra aux règles de procédure traditionnelles selon le modus operandi du CCP. Dans le cas où la 51<sup>e</sup> réunion du CCP se tiendrait virtuellement ou en tant que réunion hybride, elle comprendra également une journée supplémentaire et aura lieu du 13 au 16 décembre 2022. Toutes les réunions virtuelles ou hybrides seront raccourcies à trois heures et demie par jour pour tenir compte des différences de fuseau horaire pour les participants. Les réunions auront lieu de 13h00 à

16h30 CET. Si la 51e réunion du CCP se tient en personne, elle aura lieu du 13 au 15 décembre 2022, comme convenu au point de décision 12.3 de la 45e réunion du CCP, de 9h00 à 18h00.

13. Toutes les séances pré-réunion continueront de se tenir virtuellement sans participation en présence.
14. Les ordres du jour des réunions virtuelles ou hybrides seront simplifiés compte tenu du calendrier raccourci. Les points à l'ordre du jour seront priorisés en fonction des échéances impératives fixées par le Conseil de coordination du Programme pour certains rapports. Les points permettant des prises de décisions simples seront également priorisés, compte tenu des limites des négociations à distance.
15. Compte tenu du calendrier des initiatives spéciales en cours et pour permettre un calendrier adéquat pour la préparation des sujets, il est proposé de déplacer les sujets du segment thématique de 2022 comme convenu au point de décision 10.1 lors de la 49e réunion du CCP. Le segment thématique initialement prévu pour juin passerait à décembre et le sujet de décembre passerait à juin. Le calendrier révisé serait le suivant
  - a) Apprentissage positif : exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH et autonomiser les jeunes vivant avec le VIH (juin 2022) ;
  - b) Le VIH et les hommes, dans toute leur diversité, comment remettre nos réponses sur la bonne voie ? (décembre 2022);

### Règles de procédure proposées

#### **Plateforme virtuelle – pour la réunion virtuelle et hybride du CCP et toutes les présessions**

16. Les réunions hybrides et virtuelles du conseil de coordination du programme auront lieu sur la plateforme Zoom. La plate-forme Zoom a considérablement renforcé les mesures de sécurité au cours des derniers mois et est maintenant utilisée dans une variété de réunions du conseil d'administration de l'ONU. Cette plate-forme sera également utilisée pour toutes les séances de pré-réunion et les séances d'information. Zoom garantit l'interprétation en six langues, est facile à utiliser et inclut des fonctionnalités de sécurité notables. En outre, la plate-forme Zoom permet d'importantes économies par rapport à d'autres plates-formes, y compris Interprefy.
17. Une note logistique détaillée contenant des informations sur la plateforme sera envoyée aux participants à la réunion. Les participants auront la possibilité de tester la plateforme avant les réunions avec le soutien de techniciens pour résoudre tout problème.

#### **Inscription**

18. Conformément au Modus Operandi, les invitations aux réunions 2022 du CCP, ou conseil de coordination du programme, seront envoyées 60 jours avant la réunion.
19. Chaque participant d'une délégation devra s'inscrire à l'avance. Chaque délégation d'un membre du CCP (22 États membres, délégation d'ONG et coparrainants) doit identifier ses représentants en personne, le cas échéant, au cours du processus d'inscription.

20. Tout en reconnaissant qu'une réunion virtuelle et hybride offre l'opportunité unique de renforcer la participation, le Bureau est également conscient des limites technologiques et des problèmes de sécurité inhérents à ce format.
21. À ce titre, il est recommandé de limiter l'accès à la réunion à six participants par délégation pour chacun des 22 États membres du CCP, pour chacun des six sièges destinés aux coparrainants et des cinq sièges pour la délégation des ONG<sup>1</sup>, et à quatre participants pour les États membres de l'ONU, les observateurs des ONG et les organisations intergouvernementales. Des dérogations seront accordées au cas par cas en consultation avec le président du CCP et le directeur exécutif de l'ONUSIDA. Si vous souhaitez effectuer une demande, veuillez envoyer une note verbale à [pcbgovernance@unaid.org](mailto:pcbgovernance@unaid.org) en justifiant votre demande.
22. Pour les réunions hybrides, il est recommandé que deux participants pour chacun des membres du CCP soient invités à participer en personne. L'accès en ligne serait donc limité à quatre (4) participants par délégation de chacun des vingt-deux États membres du CCP, par chacun des six sièges des coparrainants et chacun des cinq sièges de la délégation des ONG. Pour les membres du CCP qui n'auront pas de contingent en personne, deux (2) participants supplémentaires seront autorisés en ligne.
23. Toutes les personnes participant en personne devront se conformer aux directives sanitaires et aux restrictions de sécurité, qui peuvent inclure des procédures de recherche des contacts, distancement social et des exigences de masquage.
24. Lors de leur inscription, les délégations doivent soumettre une note verbale pour les États membres et une note pour les autres participants. La note verbale ou la note peut être soumise directement via le formulaire d'inscription.
25. La note verbale ou note à l'égard des membres des CCP (vingt-deux États membres, délégation d'ONG de CCP et coparrainants) devrait également indiquer un participant et un suppléant qui participeront aux groupes de rédaction.

## Interprétation

26. En vertu de l'article 19 du Modus operandi, la 47<sup>e</sup> réunion du CCP se tiendra dans les six langues officielles des Nations Unies : l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.
27. Toutes les présessions et autres réunions préparatoires se dérouleront sous format virtuel dans les deux langues de travail de l'ONUSIDA : le français et l'anglais.

---

<sup>1</sup> **États membres** : Chaque délégation d'États membres du CCP disposera d'un total de 6 participants pour chaque État membre du CCP.

**Coparrainants** : Les coparrainants disposent de six sièges. 6 participants seront attribués à chaque siège, soit un total de 36 participants.

**Délégation des ONG** : Comme pour les autres délégations, la délégation des ONG disposera d'une affectation de six participants pour chacun de ses cinq sièges, soit un total de 30 participants. Concrètement, le membre de la délégation des ONG et son suppléant occuperont ces sièges.

## Documentation

28. En vertu de l'article 17 du Modus operandi, les documents des réunions du CCP seront publiés en français et en anglais : [Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA | ONUSIDA \(unaids.org\)](https://www.unaids.org/fr/le-conseil-de-coordination-du-programme-de-lonusida). Ils seront mis en ligne au fur et à mesure de leur disponibilité, afin que les participants aient tout le temps nécessaire d'en prendre connaissance.

## Présentation des points à l'ordre du jour : publication préalable par le secrétariat

29. Afin de permettre aux participants d'engager le dialogue sur les points à l'ordre du jour, et compte tenu du format abrégé de la réunion, le secrétariat de l'ONUSIDA mettra à la disposition des membres du CCP, ainsi que des autres participants inscrits, des présentations résumant les questions soulevées dans les documents du CCP pour chaque point à l'ordre du jour sur une plate-forme sécurisée. Le rapport de la directrice exécutive ne sera pas préenregistré.

30. Les présentations faites pendant les réunions virtuelles ou hybrides consisteront en un résumé succinct, afin de favoriser l'implication maximale des participants.

## Présessions

31. Avant la réunion virtuelle, le président organisera des sessions informelles permettant d'aborder des points spécifiques à l'ordre du jour. Lors de ces présessions, le secrétariat et les autres responsables des points à l'ordre du jour fourniront des aperçus et des présentations détaillées de leurs documents et des décisions proposées, afin que les participants au CCP puissent se familiariser avec le contenu, demander les éclaircissements nécessaires et examiner les points de décision envisagés.

32. Toutes les présessions se dérouleront sous format virtuel par le biais de la plateforme Zoom.

33. Quant aux propositions de modification des points de décision, il est conseillé de les formuler durant ces présessions, ou de les communiquer au président du CCP avant la réunion virtuelle et hybride, afin que chacun puisse les consulter et afin de favoriser l'émergence d'un consensus.

34. Le bureau du CCP établira et communiquera un calendrier pour les réunions préliminaires du CCP avant chaque réunion virtuelle et hybride du CCP.

35. Tous les participants inscrits au PCB seront invités à ces présessions.

36. Les présentations des pré-réunions seront enregistrées et téléchargées dans la plate-forme sécurisée pour appuyer les préparatifs du CCP pour ceux qui ne peuvent pas assister à la pré-réunion.

## Déclarations

37. En vertu du Modus operandi (annexe n° 1), le président du CCP anime et modère les discussions lors de la réunion du CCP « en vue de promouvoir un processus décisionnel efficace et un débat ciblé et constructif ».

38. Afin d'assurer le bon déroulement de la réunion virtuelle et hybride abrégée et de favoriser l'exactitude de l'interprétation, les membres du CCP et les observateurs seront invités à soumettre une déclaration écrite avant la réunion. Ces déclarations devront être envoyées à [pcbgovernance@unaid.org](mailto:pcbgovernance@unaid.org). Elles seront publiées sur un site web sécurisé.
39. Si les participants jugent nécessaire d'apporter des éléments complémentaires à leurs déclarations écrites, ils seront invités à s'exprimer brièvement lors de la session virtuelle et hybride. Afin de respecter strictement les horaires de la réunion, les membres et les observateurs disposeront d'un maximum de deux minutes pour leurs interventions. Les orateurs s'exprimant au nom d'une circonscription disposeront de trois minutes. Les déclarations seront limitées à un orateur par délégation pour assurer une participation maximale. Dans le cas d'une déclaration de circonscription, un membre individuel sera autorisé à fournir une déclaration complémentaire, mais la priorité sera donnée aux délégations n'ayant pas encore pu s'exprimer. Par exemple, dans les réunions hybrides, les membres du CCP avec une participation en personne et en ligne doivent désigner une personne pour fournir une déclaration.
40. Conformément aux règles de procédure énoncées dans le Modus operandi, les membres du CCP (les vingt-deux États membres élus, les Coparrainants et la délégation des ONG du CCP) interviendront en priorité, suivis des observateurs. Tout observateur qui, faute de temps, ne sera pas en mesure de faire sa déclaration pendant la réunion pourra la soumettre par écrit afin qu'elle soit incluse dans le compte-rendu officiel de la réunion.
41. Pour assurer l'égalité entre les participants, le président alternera entre les demandes de déclaration en personne et virtuelles, selon le cas.

**Prise de décision :**

42. Les réunions et hybrides virtuelles accorderont la priorité à la prise de décision simple compte tenu des difficultés et des iniquités associées des négociations en ligne. Afin de faciliter le consensus lors de la prise de décisions, les séances préalables à la réunion donneront l'occasion aux membres et aux observateurs de soulever et de traiter les préoccupations concernant les points de décision proposés dans les documents du CCP.
43. En outre, compte tenu du volume et de la complexité des points à l'ordre du jour, une consultation axée sur l'examen de tous les points de décision proposés pourra être organisée à la discrétion du bureau du CCP avec les membres des CCP. Dans ce cas, le bureau communiquera la date et l'heure d'une telle session avec le calendrier des sessions préparatoires.
44. Il y a lieu de formuler les modifications aux points de décision proposés avant la réunion virtuelle et hybride afin de permettre leur diffusion et leur examen par les membres du CCP.
45. Si besoin, le président prévoira des séances de rédaction potentielles, à organiser sur la plateforme Zoom et, dans le cas d'une réunion hybride, avec la participation en ligne et en personne des membres du CCP. Les projets de texte seront partagés sur le site web sécurisé, accessible à tous les participants inscrits. Les séances de rédaction seront réservées aux membres du CCP (les vingt-deux États membres élus, les Coparrainants et la délégation des ONG). Le calendrier de cette séance de rédaction visera à offrir aux membres de plusieurs fuseaux horaires des chances égales de participer. Compte tenu des possibilités limitées de sessions de rédaction dans un cadre virtuel ou hybride, toute

proposition d'amendement des points de décision pour tout point de l'ordre du jour est censée être soulevée, que le point de l'ordre du jour ait été présenté ou non en séance plénière. La Présidence du CCP est libre de déterminer la structure et le déroulement des sessions des groupes de rédaction.

46. Les membres du CCP devraient indiquer, par leurs notes verbales et leurs notes, un participant et un suppléant qui participeront aux groupes de rédaction.
47. Tous les débats, pendant la plénière, les pré-réunions et les séances de rédaction, seront diffusés via Zoom pour les participants inscrits. Aucune discussion en personne n'aura lieu en dehors de ces diffusions pour garantir que les participants en ligne et en personne aient le même accès au débat.
48. S'il s'avère impossible de trouver un consensus pendant la réunion, le président du CCP pourra, conformément aux règles de procédure et avec le consentement du CCP, « ajourner le débat » sur le point en question, qui sera dès lors abordé lors d'une réunion ultérieure du CCP (règle n° 4). En l'absence de consensus, le CCP pourra, si besoin, recourir à la procédure d'approbation tacite pendant l'intersession.

### **Support informatique :**

49. Tout sera fait pour permettre aux participants d'interagir en toute sécurité dans le cadre de cette réunion à distance et des discussions connexes. Un support informatique sera prévu pour l'installation et les essais de la plateforme Zoom.

### **Processus décisionnel intersessions**

50. Conformément au processus décisionnel intersessions, la proposition du Bureau du CCP a été soumise aux membres du CCP par e-mail, accompagnée de ce document de référence et d'une description de la décision. Un briefing virtuel sur la proposition peut être organisé à la demande des membres.
51. Si le quorum (15) est atteint, en termes de réponses reçues au point de décision d'ici à la date butoir fixée, le Bureau du CCP agira conformément à l'opinion de la majorité. Si le quorum n'est pas atteint, le CCP n'aura aucune base sur laquelle s'appuyer pour aller de l'avant et renverra le point devant le Bureau du CCP pour examen complémentaire.

### **Décision proposée**

52. Le conseil de coordination du programme est invité à :
  - Convenir que le Bureau du CCP déterminera au plus tard 60 jours avant la réunion si la 50ème réunion du Conseil de Coordination du Programme sera virtuelle, hybride ou en personne ; et que si la réunion se tient virtuellement ou en réunion hybride, elle comprendra exceptionnellement une journée supplémentaire et se tiendra du 21 au 24 juin 2022 ;
  - Convenir que le Bureau du CCP déterminera au plus tard 60 jours avant la réunion si la 51ème réunion du Conseil de Coordination du Programme sera virtuelle, hybride ou en personne ; et que si la réunion se tient virtuellement ou en réunion hybride, elle comprendra exceptionnellement une journée supplémentaire et se tiendra du 13 au 16 décembre 2022 ;

- convenir que, exceptionnellement, le sujet du segment thématique pour la réunion de juin, tel qu'approuvé au point de décision 10.1 de la 49e réunion du CCP, sera déplacé vers la réunion de décembre et que le sujet du segment thématique prévu pour la réunion de décembre sera déplacé vers la réunion de juin. Ainsi, les sujets seront :
  - a) Apprentissage positif : exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH et autonomiser les jeunes vivant avec le VIH (juin 2022) ;
  - b) Le VIH et les hommes, dans toute leur diversité, comment remettre nos réponses sur la bonne voie ? (décembre 2022); et
- convenir des modalités et des règles de procédure énoncées dans le document intitulé *Modalités et procédures pour les réunions virtuelles du CCP de l'ONUSIDA en 2022* (UNAIDS/PCB(50)/22.2), pour les réunions virtuelles et hybrides du CCP en 2022 et leurs préparatifs.

[Annexes suivant]



**MODUS OPERANDI  
DU CONSEIL DE COORDINATION  
DU PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA  
(ONUSIDA)**

(Révisé en décembre 2020)

### Établissement

1. L'épidémie mondiale de sida – syndrome provoqué par le VIH – est l'une des grandes tragédies de notre temps. Le VIH continue à se propager sournoisement au rythme de plusieurs milliers de nouvelles infections chaque jour et, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le virus cause encore des ravages sans précédent parmi les individus, dans les familles et dans tous les secteurs de la société. L'ampleur et la durée de l'épidémie, et la complexité des enjeux que représentent la conduite et le maintien de la riposte à ce fléau, nécessitent la mise en place d'un programme spécial à l'échelle mondiale.
2. La résolution 1994/24 adoptée par l'ECOSOC en juillet 1994 a approuvé la création du Programme commun et coparrainé des Nations Unies sur le VIH/sida tel que défini dans l'annexe à cette résolution. Celle-ci décrit les grandes lignes d'un tel programme. Dans la section VI de l'annexe, consacrée à la structure administrative, il est indiqué que le Directeur exécutif du programme, désigné par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la recommandation des Organismes coparrainants, relèvera directement du Conseil de Coordination du Programme qui sera l'organe directeur de l'ONUSIDA. Les Organismes coparrainants ont constitué un Comité des Organismes coparrainants (COC) ; son mandat, de même que celui du Secrétariat de l'ONUSIDA, figurent à l'annexe 1 du présent document.
3. La résolution 1994/24 indiquait, par ailleurs, que les attributions détaillées et le calendrier des réunions du Conseil seraient précisés dans le document définissant son mandat. Ils sont énoncés ci-après et prennent en compte les discussions subséquentes de l'ECOSOC à l'occasion des sessions d'organisation et la résolution adoptée à sa session de fond (voir résolution de l'ECOSOC 1995/2).

### But

4. Le Conseil de Coordination du Programme (CCP) remplit les fonctions d'organe directeur pour toutes les questions

programmatiques intéressant la politique, la stratégie, le financement, la surveillance et l'évaluation de l'ONUSIDA.

## Fonctions

5. Pour s'acquitter des fonctions qui lui sont dévolues, le CCP sera tenu informé de tous les aspects du développement de l'ONUSIDA et il prendra en compte, pour élaborer sa stratégie et sa politique technique, les rapports et recommandations du Comité des Organismes coparrainants (COC) et du Directeur exécutif ainsi que les rapports et recommandations pertinents des comités consultatifs scientifiques et techniques de l'ONUSIDA, créés par le Directeur exécutif. Les attributions du CCP sont les suivantes :
  - (i) Définir les grandes orientations et les priorités du Programme commun, en prenant compte la résolution 47/199 de l'Assemblée générale des Nations Unies ;
  - (ii) Examiner la planification et l'exécution du Programme commun et prendre des décisions à cet égard. Le CCP sera tenu informé de tous les aspects de l'élaboration du Programme commun et examinera les rapports et les recommandations que lui soumettront le COC et le Directeur exécutif ;
  - (iii) Examiner et approuver le plan d'action et le budget pour chaque exercice préparés par le Directeur exécutif et revus par le COC ;
  - (iv) Examiner les propositions du Directeur exécutif et approuver les modalités de financement du Programme commun ;
  - (v) Examiner les plans d'action à moyen terme et leurs incidences financières ;
  - (vi) Examiner, après contrôle, les rapports financiers soumis par le Programme commun ;
  - (vii) Formuler des recommandations aux Organismes coparrainants concernant leurs activités à l'appui du Programme commun, y compris les activités pour l'intégration (« mainstreaming ») ; et
  - (viii) Examiner les rapports périodiques d'évaluation des progrès accomplis par l'ONUSIDA en direction de la réalisation de ses objectifs.
6. Les rapports annuels soumis au CCP sur les travaux du Programme commun, accompagnés des observations éventuelles du Conseil, seront transmis aux organes directeurs de chacun des Organismes coparrainants et à l'ECOSOC.

## Composition

7. Le CCP est composé de 22 États membres élus parmi ceux des Organismes coparrainants, en respectant la distribution régionale ci-après :

Groupe des pays d'Europe occidentale et autres	7 sièges
Afrique	5 sièges
Asie et Pacifique	5 sièges
Amérique latine et Caraïbes	3 sièges
Europe orientale/Communauté des États indépendants	2 sièges

8. La durée du mandat de ces 22 membres sera de trois ans, à l'exception du premier qui sera variable pour permettre un roulement. Après les élections initiales, le tiers environ des membres du Conseil seront remplacés chaque année.
9. Chacun des organismes coparrainants sera habilité à participer à toutes les réunions du CCP, mais sans droit de vote (voir mandat du COC dans l'annexe 1 du présent modus operandi).
10. Cinq organisations non gouvernementales (ONG), trois en provenance des pays en développement et deux des pays industrialisés ou des pays dont l'économie est en transition, seront invitées à participer aux réunions du CCP, mais ne pourront pas participer au processus décisionnaire et n'auront pas le droit de vote (voir résolution de l'ECOSOC 1995/2).
11. Les organisations non gouvernementales elles-mêmes choisiront ces cinq organisations parmi celles qui ont un statut consultatif auprès de l'ECOSOC ou qui sont en relation avec l'un des Organismes coparrainants, ou qui figurent sur la liste des ONG travaillant dans le domaine du VIH/sida. Le CCP approuvera officiellement les ONG désignées. La durée du mandat des ONG choisies ne dépassera pas trois ans.

## Observateurs

12. Le statut d'observateur aux réunions du CCP peut être accordé sur demande écrite exprimant un intérêt par le Directeur exécutif, après consultation avec la présidence du CCP, à tout État membre d'un Organisme coparrainant et à toute organisation intergouvernementale ou non gouvernementale. Les observateurs prennent leurs propres dispositions pour couvrir les dépenses résultant de leur participation aux réunions du CCP.
13. Sur invitation de la Présidence, les observateurs peuvent prendre part aux délibérations du CCP sur les questions qui les intéressent particulièrement. Ils peuvent avoir accès aux documents de base

du Conseil et peuvent soumettre des mémoires au Directeur exécutif, lequel décidera de la nature et de l'ampleur de leur diffusion. Les observateurs souhaitant proposer des points de décision ou introduire de nouveaux points à l'ordre du jour doivent le faire par l'entremise des membres du Conseil ou des participants au Conseil.

## Réunions

14. Les réunions du CCP se tiendront en principe deux fois par an. Toutefois, la seconde réunion des années impaires n'aura lieu qu'en cas de réel besoin et si les ressources financières le permettent. À cet égard, le CCP peut décider au cours d'une année paire d'annuler la seconde réunion qui doit se tenir l'année suivante (année impaire). Les réunions seront publiques sauf décision contraire du CCP. Chaque session comportera un segment prise de décisions et un segment thématique.
15. Le Directeur exécutif de l'ONUSIDA fait office de Secrétaire du CCP.
16. En consultation avec le bureau du CCP, le Directeur exécutif préparera un ordre du jour pour chaque réunion.
17. Les documents annonçant la tenue des réunions ordinaires, accompagnés de l'ordre du jour provisoire, seront adressés aux membres, participants et observateurs soixante jours au moins avant le premier jour de la réunion. Les documents de base seront établis en anglais et en français et envoyés le plus tôt possible après cette annonce.
18. Les décisions du CCP indiqueront dans un langage clair qui est responsable de leur mise en œuvre, et comprendront un calendrier, une estimation des coûts, l'origine du financement ainsi que des mécanismes bien définis pour l'établissement de rapports. Leurs rapports avec les plans de travail et les priorités existants devront être pris en compte, de même que leur impact sur ces plans et priorités.
19. L'interprétation simultanée sera assurée à toutes les réunions du CCP en anglais et en français. Une interprétation simultanée dans les autres langues officielles des Nations Unies peut être assurée sur demande écrite adressée au Secrétaire par un membre du Conseil, au plus tard dans les six semaines précédant une réunion plénière du CCP.
20. Le quorum est constitué par les deux tiers des membres votants du CCP, à savoir quinze membres.
21. Des fonds seront dégagés pour couvrir les frais de per diem et de déplacement encourus pour la participation aux réunions du CCP d'un représentant de chaque pays en développement, de chaque pays dont l'économie est en transition et d'un représentant de

chacune des cinq organisations non gouvernementales établies dans les pays en développement.

## Bureau

22. Le CCP élira parmi ses membres et États élus en tant que membres à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivante un(e) président(e), un(e) vice-président(e) et un rapporteur. Pour les États élus en tant que membres à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivante, une déclaration d'intérêt écrite sera requise pour pouvoir être éligible. La durée du mandat des trois membres élus est d'une année civile à compter du 1<sup>er</sup> janvier. Il est prévu que le vice-président sera élu au poste de président pour l'année civile suivante, sauf si le vice-président a indiqué qu'il n'est pas candidat au poste de président ou si le vice-président se trouve dans l'impossibilité de mener son mandat à terme. Les membres du bureau seront élus compte tenu d'une répartition géographique équitable.
23. Si le président se trouve dans l'impossibilité de mener son mandat à terme, le vice-président assumera les fonctions de président et le CCP élira un nouveau vice-président à sa réunion suivante.
24. Le président, ou en son absence le vice-président, présidera les réunions du CCP. En tant que modérateur objectif du Conseil, il sera investi des rôles et des responsabilités nécessaires pour :
  - orienter et faciliter les discussions du Comité en vue de promouvoir une prise de décisions efficace ainsi que des débats ciblés et constructifs ;
  - faciliter la contribution efficace et l'engagement actif de l'ensemble des membres, participants et, le cas échéant, observateurs du Conseil, par exemple en promouvant la réunion plénière comme principal forum pour des discussions approfondies mais ciblées et pour l'adoption de décisions ;
  - s'assurer que la prise de décisions et les autres procédures du Conseil sont conformes aux règles et aux principes convenus, notamment le principe de prise de décisions par consensus ;
  - constituer, s'il y a lieu, un groupe de rédacteurs assurant une représentation équilibrée – qui, normalement, ne fonctionnera pas parallèlement à la réunion plénière – et orientera ses travaux pour garantir son efficacité ;
  - encourager la participation des responsables exécutifs des organismes coparrainants lors des réunions du Conseil ;
  - susciter des réunions avec les ONG et les organismes coparrainants représentés au CCP avant chaque réunion du Conseil ;
  - travailler en étroite collaboration avec le Directeur exécutif et le Secrétariat pour garantir la prise de mesures efficaces et en temps utile concernant le Conseil et ses fonctions, suivant les besoins ; et
  - exécuter les autres tâches éventuellement déléguées par le Conseil, concernant un point de décision particulier.

25. Le vice-président soutiendra le président et exécutera les tâches qui lui seront affectées par le bureau du CCP pendant et entre les réunions du Conseil, suivant les besoins.
26. Le rapporteur exécutera les tâches qui lui seront affectées par le bureau du CCP pendant et entre les réunions du Conseil, et participera aux travaux comme tout autre membre à part entière de ce bureau.
27. Tous les membres du bureau s'assureront qu'ils sont correctement représentés lors des discussions sur toutes les questions liées au Conseil, y compris celles touchant au bureau du CCP.

## Procédures

28. Le CCP peut créer des sous-comités et des groupes de travail ad hoc pour l'aider à s'acquitter de ses fonctions.
29. Le CCP s'efforcera d'adopter ses décisions et recommandations par consensus. S'il est nécessaire de recourir à un scrutin ou une autre procédure consultative, le CCP appliquera le Règlement intérieur se trouvant dans l'annexe 2 du présent modus operandi.
30. Les recommandations, décisions et conclusions seront adoptées par les membres avant la clôture de chaque réunion du CCP et distribuées à tous les participants, de préférence dans la semaine suivant la fin de la réunion.
31. Le rapport de la réunion du CCP devra comprendre les recommandations, décisions et conclusions visées au paragraphe 30 ci-dessus et sera distribué aux membres et autres participants dans les soixante jours suivant la clôture de la réunion.
32. Le CCP peut modifier ou compléter son modus operandi.

**Annexe 1****Mandats du  
Comité des Organismes  
coparrainants et du Secrétariat de  
l'ONUSIDA****I. Comité des organismes coparrainants****Fonctions**

1. Le Comité des organismes coparrainants (COC) constitue un forum pour les réunions régulières des organismes coparrainants qui examinent les questions concernant l'ONUSIDA, fournissent les contributions des organismes coparrainants aux politiques et stratégies de l'ONUSIDA, et assument le rôle de comité permanent du CCP. Le COC exerce plus précisément les fonctions suivantes :

- (i) examiner les plans de travail et la proposition budgétaire programmatique pour chaque exercice financier à venir, lesquels ont été préparés par le Directeur exécutif et révisés par les comités consultatifs qui sont établis par le Directeur exécutif dans des délais respectant leur présentation annuelle au CCP ;
- (ii) examiner les propositions techniques et financières soumises au CCP au sujet du financement du Programme commun pour l'exercice financier à venir ;
- (iii) examiner les rapports financiers techniques et audités qui ont été soumis par le Directeur exécutif (incluant les rapports des comités consultatifs qu'il a établis) et les transmettre, après l'insertion de commentaires s'il y a lieu, au CCP ;
- (iv) formuler des recommandations au CCP, en particulier pour les questions politiques pertinentes émanant des conseils de direction des Coparrainants et identifier les décisions clés du CCP qui doivent être portées à l'attention des organes directeurs des Coparrainants ;
- (v) examiner les activités de chaque organisme coparrainant pour assurer un appui approprié, la cohérence et la coordination avec les activités et les stratégies du Programme commun ;
- (vi) rendre compte au CCP, notamment par la présentation orale annuelle du Président du COC ou de son haut représentant, des efforts menés par les organismes coparrainants pour intégrer les orientations politiques, stratégiques et techniques du Programme commun dans les politiques et stratégies de leurs organismes respectifs, et les appliquer dans les activités prévues par leurs mandats ; enfin,

- (vii) décider, au nom du CCP, des questions qui lui ont été adressées à cette fin par le CCP.

## Composition

2. Le COC comprend le dirigeant de chacun des organismes coparrainants, ou leurs représentants désignés. Ces derniers seront soutenus par leur Coordonnateur mondial et de leur Point focal.

2 bis Les coordonnateurs mondiaux dirigent les équipes spécialisées dans le VIH/sida des organismes coparrainants, et les points focaux sont responsables, dans chacun des organismes coparrainants, de la coordination au jour le jour de la programmation anti-VIH avec le Secrétariat de l'ONUSIDA et les Coparrainants. Tous deux fournissent des contributions au dirigeant de leur organisation pour les questions stratégiques, politiques et programmatiques, pour qu'elles soient portées à l'attention de l'ONUSIDA, et s'assurent que les orientations politiques, stratégiques et techniques du Programme commun soient intégrées dans les activités prévues par leurs mandats et leurs cadres de résultats respectifs.

2 ter Les demandes des organismes du système de l'ONU de se joindre au Programme, en qualité de coparrainants, seront examinées par le COC et soumises ensuite au CCP pour examen et approbation.

## II. Secrétariat de l'ONUSIDA

3. Le Secrétariat comprend le Directeur exécutif ainsi que le personnel technique et administratif dont le Programme peut avoir besoin.
4. Le Directeur exécutif est nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur recommandation consensuelle des Organismes coparrainants. Il est sous l'autorité du Conseil de Coordination du Programme.
5. Le Directeur exécutif est, de droit, Secrétaire du CCP, du COC, de tous les sous-comités du CCP et des conférences organisées par l'ONUSIDA. Il a la faculté de déléguer ses fonctions.
6. Le Directeur exécutif peut traiter directement, en accord avec les États membres des Organismes coparrainants, avec l'ensemble de leurs départements, administrations et organisations, publics ou non. Il peut aussi nouer des relations directes avec les organisations internationales, intergouvernementales ou non gouvernementales.
7. Dans l'exercice de ses fonctions consistant à diriger et à orienter le programme, le Directeur exécutif :

- (i) Prépare et soumet au CCP, après examen par le COC, le plan de travail et le budget pour chaque exercice biennal ;
  - (ii) Mobilise et gère les ressources financières du programme dans le respect du règlement financier et des règles de l'OMS (organisme qui assure l'administration de l'ONUSIDA) en se basant sur le budget approuvé par le CCP ;
  - (iii) Sélectionne, et supervise le personnel du Secrétariat, accorde les promotions et met fin aux contrats, en tenant compte du règlement du personnel et des règles de l'OMS, lesquels devront être adaptés, le cas échéant, aux exigences particulières de l'ONUSIDA ;
  - (iv) Crée les comités consultatifs politiques et techniques qu'il juge nécessaires pour lui donner des avis sur tout aspect des activités de l'ONUSIDA. Le Directeur exécutif met à la disposition du CCP et du COC, comme il convient, les rapports desdits comités consultatifs techniques, dont il choisit les membres. Ces derniers y siègent à titre personnel et représentent un large éventail de disciplines et d'expériences ;
  - (v) Délègue au personnel de l'ONUSIDA l'autorité nécessaire à une mise en œuvre efficace des activités programmatiques.
8. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur exécutif et le personnel ne sollicitent ou reçoivent de directives d'aucun gouvernement et d'aucune autorité extérieure au Programme.

**Annexe 2****Règlement intérieur  
du Conseil de Coordination du  
Programme (CCP) de l'ONUSIDA****Conduite des débats**

Article 1 : Le CCP peut limiter le temps de parole accordé à chaque orateur.

Article 2 : Au cours de la discussion de toute question, un membre peut soulever une motion d'ordre. Le Président prend alors une décision immédiate à son sujet. Un membre peut faire appel de la décision prise par le Président ; dans ce cas l'appel interjeté est aussitôt mis aux voix. Un membre qui soulève une motion d'ordre ne peut aborder le fond de la question en discussion, mais doit s'en tenir à la motion d'ordre.

Article 3 : Au cours des débats, le Président peut donner connaissance de la liste des orateurs inscrits et, avec le consentement du CCP, la déclarer close. Il peut, toutefois, accorder un droit de réponse à tout membre, si un exposé fait après la clôture de la liste devait, de l'avis du Président, rendre cette réponse souhaitable.

Article 4 : Au cours de la discussion de toute question, le Président, avec le consentement du CCP, peut ajourner le débat sur le point de l'ordre du jour en discussion.

Article 5 : Le président peut, à tout moment, avec le consentement du CCP, clore le débat sur le point de l'ordre du jour en discussion, même si un membre a émis le souhait de prendre la parole.

**Vote**

Nonobstant le principe du paragraphe 29 du modus operandi du CCP, les articles suivants seront appliqués, si le CCP décide de procéder à un vote :

Article 6 : Aux fins du présent Règlement, l'expression « membres présents et votants » s'entend des membres autorisés à voter, votant valablement pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.

Article 7 : Les décisions du CCP seront prises à la majorité des membres présents et votants.

Article 8 : Lorsque les voix sont également partagées, la proposition est considérée comme n'ayant pas été adoptée.

Article 9 : Le CCP votera normalement à main levée, à moins qu'un membre ne demande le vote par appel nominal qui, si la majorité est d'accord, a alors lieu dans l'ordre alphabétique des noms des membres. Le nom du membre qui vote le premier sera choisi par tirage au sort.

Article 10 : Le vote de chaque membre prenant part à un scrutin par appel nominal sera consigné au procès-verbal.

Article 11 : À partir du moment où le Président a annoncé que le scrutin commence, aucun membre ne pourra interrompre le scrutin, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le scrutin en question.

Article 12 : Les élections auront normalement lieu au scrutin secret. S'il n'y a qu'un candidat, le CCP peut décider d'élire ce candidat sans procéder à un vote.

Article 13 : Le CCP peut voter au scrutin secret sur toute question, exception faite des questions budgétaires, s'il en décide ainsi à la majorité des membres présents et votants.

La décision du CCP sur la question de savoir si le vote a lieu ou non au scrutin secret ne peut être prise qu'à main levée ; si le CCP a décidé de voter au scrutin secret sur une question donnée, aucun autre mode de scrutin ne peut être demandé ou ordonné.

Article 14 : Tout article du présent Règlement peut être suspendu par le CCP à la majorité des deux tiers.

Article 15 : Le CCP peut amender ou compléter le présent Règlement.

Article 16 : Le CCP peut, à sa discrétion, appliquer tout article du Règlement intérieur de l'Organisation mondiale de la Santé, organisme qui assure le soutien administratif, qui lui paraît répondre à des circonstances particulières pour lesquelles il n'existe pas de disposition dans le présent Règlement.

## Annexe 3

### Mandat du bureau du Conseil de Coordination du Programme

#### Fonctions

1. Le bureau du Conseil de Coordination du Programme (CCP) est appelé à maximiser l'efficacité et l'efficience du CCP. Plus spécifiquement, le bureau du CCP a la fonction de coordonner le programme de travail du CCP pour l'année ; y compris :

- i. Veiller au déroulement harmonieux et efficace des sessions du CCP ;
- ii. Faciliter une prise de décisions transparente au CCP ;
- iii. Établir l'ordre du jour du CCP, et recommander l'emploi du temps et l'ordre de présentation des points à examiner ;
- iv. Donner des avis sur la documentation du CCP selon les besoins ;
- v. Assumer d'autres fonctions prescrites par le CCP.

#### Composition

2. Le bureau du CCP se compose des représentants des membres du CCP (président, vice-président et rapporteur), du président du Comité des Organismes coparrainants et de la délégation des ONG au CCP. Ils peuvent être accompagnés par des conseillers.

#### Prise de décisions intersessions

3. Lorsqu'une décision urgente est requise et ne peut pas attendre la prochaine réunion du CCP, le bureau du CCP peut exceptionnellement utiliser le processus intersessions suivant. Ce processus ne s'applique qu'aux décisions qui sont requises par le bureau du CCP afin de remplir des fonctions qui lui ont été spécifiquement prescrites par le Conseil :

- i. Le président du bureau du CCP enverra une communication par courriel à l'aide de la liste établie par le Secrétariat, qui contiendra des informations générales et une description de la décision. Un accusé de réception du courriel sera requis et une date butoir fixée pour la réception par le président du bureau des réponses au point de décision proposé.
- ii. Si un quorum (15) est atteint, en termes de réponses reçues au point de décision d'ici à la date fixée, l'organe responsable agira conformément à l'opinion de la majorité.
- iii. Si un quorum n'est pas atteint, l'organe responsable n'a aucune base pour aller de l'avant et se tournera alors vers le bureau du CCP pour décision sur une action future, le cas échéant.

- iv. Le processus sera examiné périodiquement par le Conseil de Coordination du Programme en ce qui concerne son efficacité, en particulier si un État membre exprime son mécontentement à propos du processus.
4. Le Secrétariat prendra les mesures suivantes pour veiller à ce que la liste des coordonnées intersessions soit constamment mise à jour :
    - i. Le Secrétariat actualisera la liste des coordonnées une fois par an pour l'ensemble des 22 membres du Conseil et sur une base ad hoc lorsque des changements exceptionnels ont lieu dans la composition des membres du CCP.
    - ii. En janvier de chaque année, le Directeur exécutif de l'ONUSIDA enverra une lettre aux responsables des délégations membres du Conseil en leur demandant de désigner le nom d'une personne plus un suppléant qui recevront tous deux l'ensemble des communications relatives à la décision qui doit être prise. Des coordonnées complètes seront requises pour les deux personnes désignées.
    - iii. Dès réception de l'ensemble des noms, le Secrétariat enverra un courriel test à tous les points focaux et suppléants.
  5. Les États membres notifieront le Secrétariat lorsque des changements devront être apportés à la liste des coordonnées.

**Annexe 4****Les rôles de supervision et de responsabilisation du Conseil de Coordination du Programme**

1. La présente annexe complète le modus operandi (MO) afin de clarifier les rôles de supervision et de responsabilité du Conseil de coordination du programme (CCP),<sup>2</sup> qui sont essentiels pour atténuer les risques et renforcer le Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA (Programme commun de l'ONUSIDA) afin qu'il puisse mieux s'acquitter de son rôle essentiel dans la lutte mondiale contre le VIH.
2. Conformément à son mandat en tant qu'organe directeur du Programme commun de l'ONUSIDA, qui est largement défini dans les résolutions 1994/24 et 1995/2 de l'ECOSOC, le CCP a des obligations en matière de supervision et de responsabilité sur toutes les questions relatives au Programme commun de l'ONUSIDA :
  1. Élaboration et mise en œuvre de la stratégie ;
  2. Attribution des ressources ;
  3. Contrôle des performances ;
  4. Élaboration et mise en œuvre de la politique ;
  5. Gestion financière ; et
  6. Gestion des risques.
3. Pour faciliter l'exécution de ses obligations en matière de surveillance et de responsabilité, le CCP a créé un Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance (CCIES) qui conseillera le CCP sur la qualité et le niveau des rapports financiers, la gouvernance, la gestion des risques et les contrôles internes au sein du Secrétariat de l'ONUSIDA.
4. Les processus et les rapports permettant au CCP de remplir ses rôles de surveillance et de responsabilité comprennent, sans s'y limiter, les éléments suivants :
  1. Rapports du Programme commun de l'ONUSIDA
    - Rapports semestriels du directeur exécutif au CCP ;
    - Rapport du Comité des Organismes Coparrainants ;
    - Communication intersessionnelle du Directeur exécutif au CCP sur les questions émergentes et urgentes ayant trait aux rôles de surveillance et de responsabilité du CCP (par exemple, la détection d'un cas de fraude majeure). Le Bureau du Conseil de Coordination du Programme examinera ensuite, si nécessaire, les mesures à prendre concernant ces communications pendant la période intersessions, conformément au protocole d'accord.
  2. Élaboration et mise en œuvre de la stratégie
    - Examen et approbation par le CCP des stratégies mondiales de l'ONUSIDA et de leurs cadres de suivi des performances associés, en notant que les stratégies spécifiques des coparrainants en matière de VIH ne relèvent pas du mandat d'examen et d'approbation du CCP ;
    - Rapports et recommandations des comités consultatifs scientifiques et techniques du programme commun de l'ONUSIDA ;
    - Examen et approbation par le CCP des plans opérationnels et des budgets du Programme commun de l'ONUSIDA pour chaque exercice financier ;

---

<sup>2</sup> Le CCP peut modifier ou compléter son modus operandi.

- Rapports financiers et de performance réguliers au CCP, avec des liens clairs entre les investissements et les résultats et l'impact ;
  - Visites sur le terrain du CCP ; et
  - Le rapport annuel des ONG au CCP.
3. Gestion financière
    - Les les rapports financiers soumis annuellement au CCP par le Programme commun ONUSIDA ;
    - Examen des rapports directs soumis chaque année au CCP sur le Programme commun de l'ONUSIDA par :
      - L'auditeur externe ;
      - L'auditeur interne ; et,
      - Le Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance (CCIES) – outre les questions financières, ce rapport couvrira également d'autres domaines de supervision.
  4. Éthique
    - Le rapport annuel du Bureau de l'éthique du Secrétariat de l'ONUSIDA
  5. Évaluation
    - Le rapport annuel du Bureau d'évaluation du programme commun de l'ONUSIDA, ainsi que tous les rapports sur des évaluations spécifiques.
  6. Ressources humaines
    - Le rapport annuel du Secrétariat de l'ONUSIDA sur la gestion stratégique des ressources humaines
    - Le rapport annuel de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA
  7. Gestion des risques
    - Rapports réguliers sur les risques, y compris l'évolution des risques dans le temps, et les stratégies d'atténuation des risques.
  8. Supervision du Directeur exécutif de l'ONUSIDA
    - Le Secrétaire général assume le rôle de supervision du poste de directeur exécutif de l'ONUSIDA, tandis que le CCP est responsable de la supervision du Programme commun de l'ONUSIDA. Si le CCP estime que le mandat du Programme commun de l'ONUSIDA ou sa mise en œuvre est menacé par la performance du Directeur exécutif, il peut, avec le consensus du CCP, soulever toute question concernant les actions ou la performance du Directeur exécutif de l'ONUSIDA auprès de l'ECOSOC.
5. Dans l'exercice de ses fonctions de surveillance et de responsabilité, le CCP peut faire des recommandations au Directeur exécutif et aux organismes coparrainants. La mise en œuvre de ces recommandations sera suivie par des mises à jour régulières du Directeur exécutif au CCP, avec des contributions pertinentes du COC. Le cas échéant, les recommandations seront également portées par les chefs de secrétariat des organismes de parrainage à l'attention de leurs conseils d'administration. Les membres individuels du CCP peuvent également chercher à porter les recommandations à l'attention des organes directeurs des organismes coparrainants.
  6. En règle générale, tous les rapports et recommandations des organismes de contrôle indépendants approuvés par le CCP recevront des réponses officielles de la direction

détaillant les mesures de gestion convenues (MGC) avec des délais de mise en œuvre précis, qui seront communiquées au CCP. Le CCP tiendra le directeur exécutif, le cas échéant, responsable de la mise en œuvre de toutes les MGC. La mise en œuvre de ces MGC fera l'objet d'un suivi, avec des mises à jour régulières des progrès réalisés, y compris des rapports au CCP.

[Fin de document]